



RÉVO- LUTIONS

QUAND LES PEUPLES FONT L'HISTOIRE

Félix Chartreux
Maud Chirio
Mathilde Larrère
Vincent Lemire
Eugénia Palieraki

Belin:

RÉVOLUTIONS

RÉVOLUTIONS

QUAND LES PEUPLES FONT L'HISTOIRE

Félix Chartreux
Maud Chirio
Mathilde Larrère
Vincent Lemire
Eugénia Palieraki

Belin:

En couverture : Le bataillon républicain « Lénine », Madrid, 1936. © Gamma-Rapho/Keystone

Composition : Sophie Boscardin

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5]; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

INTRODUCTION

Entre 2010 et 2012, les soulèvements des peuples tunisien, égyptien, libyen, jordanien, marocain, du Yémen et de Barhein nous avaient poussés à entamer le travail collectif qu'avait coiffé la première édition de *Révolutions!* En quelques semaines, la « rue arabe » prompte à effrayer les Occidentaux avait affirmé sa souveraineté de peuple libre et ses droits contre les pouvoirs autocratiques en place. L'Europe avait assisté pantoise à ce qu'on avait alors appelé de notre côté de la Méditerranée le « retour de la révolution ». Depuis quand la révolution avait-elle donc disparu ? Depuis la « fin de l'histoire », au crépuscule du xx^e siècle, s'entendait-on répondre, lorsque la chute du mur de Berlin puis celle de l'Union soviétique avaient pu laisser croire que la victoire du modèle libéral et capitaliste permettait désormais de se passer d'un peuple révolté. Déjà le Portugal de 1974 avait donné le la avec ces chars couverts d'œilletons qui s'arrêtaient aux feux rouges. À la fin du xxe siècle, les révolutions étaient devenues de « velours ». Et pourtant, voilà qu'au début du xxi^e on reparlait de « révolution ».

Depuis lors, l'étonnement ou l'enthousiasme ont souvent laissé place à la déception, ou à l'appréhension face à des situations révolutionnaires vues comme dangereuses et incontrôlables. Nombreux cherchent à déminer à nouveau la « révolution » en la déclinant dans des versions iréniques et managériales, la réduisant à un concept publicitaire, manipulé à loisir par qui veut récupérer un peu de son prestige et de son énergie pour vendre des produits – fussent-ils politiques. Mais pour beaucoup d'autres, la révolution est bel et bien redevenue un processus politique inscrit dans le temps présent. Associé à l'idée de crise, à l'impatience de renverser la table et redistribuer les cartes, ce possible révolutionnaire ressurgi de ses cendres réveille en regard de nouvelles peurs. À l'heure du centenaire de 1917, la révolution comme soulèvement du peuple est de nouveau au

centre des débats, une notion à l'actualité poignante et de ce fait, ambiguë et investie d'émotions. Notre ambition, à travers ce livre, n'est pas d'apporter des réponses aux interrogations angoissées du moment présent, mais de redonner à la « révolution » sa profondeur historique en rappelant ses ambiguïtés et en passant outre les slogans habituels et les simplifications.

Qu'est-ce qu'une révolution ? Depuis que ce mot, destiné à décrire le mouvement des astres, est devenu un terme politique lors des révolutions anglaises de la fin du xvii^e siècle, depuis surtout que le peuple de Paris a pris la Bastille le 14 juillet 1789, la révolution est d'abord définie comme un moment violent d'expression de la souveraineté populaire. « Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons ! » clame *La Marseillaise* en 1792, « Le peuple souverain s'avance/Tyrans descendez au cercueil » nous dit le *Chant du Départ* (1794). L'image du peuple en marche et en armes, omniprésente, est la traduction concrète et symbolique de son soulèvement. Voilà pourquoi une révolution n'est pas un coup d'État : elle n'est pas seulement le fait d'un groupe ou d'une armée mais de masses qui entreprennent de renverser un régime. La révolution n'est pas qu'un peuple qui se soulève : l'insurrection, « l'émotion populaire » ne deviennent révolution qu'à partir du moment où elles ouvrent la voie à un changement radical. Il s'agit de mettre à bas le pouvoir en place, et non de le réformer de l'intérieur. « Du passé, faisons table rase » (*L'Internationale*, 1871) ; les révolutionnaires « tisse [nt] le linceul du vieux monde » à la manière des Canuts. Du pouvoir, de l'État, des élites en place et de toutes les injustices et oppressions qu'ils dénoncent, les révolutionnaires font un « ancien régime », dont il faut éviter à tout prix le maintien puis le retour. À sa place, ils inventent de nouveaux pouvoirs, dont le peuple doit être le cœur et la seule source de légitimité.

Cette rupture implique le plus souvent le recours sinon à la violence, du moins à la force et à l'action illégale. Il faut pendre

« l'aristocrate à la lanterne » (*Ah ! Ça ira*, 1790), se débarrasser « des sabreurs, des bourgeois, des gavés » (*La Jeune Garde*, 1920). Illégale, la révolution l'est nécessairement à sa naissance puisqu'elle s'attaque à un ordre légal. Violente, elle le devient quand l'ordre résiste et utilise pour cela les bras armés qu'il a à sa disposition. Mais, parce qu'elle s'effectue au nom du peuple souverain, qu'elle se revendique du droit de résistance à l'oppression et qu'elle établit un nouvel ordre, la révolution est le moment où s'opère le passage de la violence illégale à la violence légitime.

Ces traits généraux dessinent le portrait de la révolution à l'époque contemporaine – la révolution est en effet fort jeune à l'échelle des temps historiques, parce qu'elle ne saurait exister sans le principe moderne de souveraineté populaire. Mais ils ne rendent pas compte de la diversité des révolutions. D'abord parce que la rupture radicale projetée, puis engagée, s'est appuyée sur des idéologies très différentes au fil du temps. Briser ses chaînes, oui, mais lesquelles ? Celles qui empêchent de jouir de libertés civiles, de participer à la vie politique ou également celles qui attachent à une machine, à une charrue, celles qui affament ? Quel oppresseur évincer ? Le tyran, l'aristocrate barricadé dans ses privilèges, ou encore le patron profiteur, le colonisateur ? À quel peuple donner le pouvoir ? Au peuple citoyen, quelles que soient ses conditions de vie et de travail, ou aux seules classes populaires, aux « damnés de la terre », prolétaires du monde capitaliste ?

D'une révolution à l'autre, l'histoire se complique, les héritages s'opposent, parfois s'entrechoquent, ailleurs se métissent. Dans la deuxième moitié du xvii^e siècle anglais, plus encore à partir de la fin du xviii^e siècle dans tout l'espace atlantique et particulièrement en France, le peuple marche vers et pour sa liberté : liberté de penser, de croire, de s'exprimer, de décider collectivement des destinées de la nation, liberté de circuler, de travailler, d'employer, de commercer. En 1776, 1789, 1830, 1848, la révolution est ainsi d'abord libérale et renverse, au nom

des droits individuels et des libertés fondamentales, les monarchies autocratiques appuyées sur des sociétés aristocratiques et des Églises officielles. Nationales, ces révolutions contestent en Europe les frontières patrimoniales des États dynastiques et revendiquent un État pour les nations naissantes. Nationales encore, elles renversent en Amérique les empires européens.

Mais, dès 1789 et plus nettement à partir de 1792-1793, l'affirmation d'une pensée démocratique d'un côté, sociale, bientôt socialiste, de l'autre, a incité à douter des vertus émancipatrices de cette « liberté du renard dans le poulailler ». Le regard de certains révolutionnaires s'est décalé vers d'autres sphères de l'activité sociale : la répartition des richesses, le travail et ses droits. Alors s'ouvre l'ère de la « Sociale ». Il ne s'agit plus simplement de revendiquer le droit de croire ou d'écrire mais celui de voter, de manger, de vivre dignement, de s'instruire. Si 89 est libéral, 93 est démocratique et social, inaugurant une opposition qui se rejoue tout au long du XIX^e siècle au cœur de chacune des révolutions. Les massacres de juin 1848 écrasent dans le sang la contestation sociale de la révolution libérale. « La révolution est morte ! Vive la révolution ! » écrit alors Marx qui ne croit plus en la révolution bourgeoise, prône l'Internationale des prolétaires et appelle de ses vœux une nouvelle révolution qui remettrait en cause la propriété, le capitalisme, la démocratie bourgeoise. La Commune de Paris en est pour lui l'aube prometteuse.

Dès lors, si le XIX^e siècle fut révolutionnaire à l'ombre de la Révolution française, le XX^e siècle offre un panorama plus complexe. L'héritage du grand siècle libéral n'est pas abandonné : périodiquement réactivé, il se teinte de significations nouvelles. Les premières révolutions du siècle dernier éclatent avant 1917, quand des pouvoirs autoritaires éreintés sont renversés entre 1900 et 1910 dans l'Empire ottoman, au Mexique, en Chine, au nom de la Liberté, de la République et de la Nation. Dans ces mouvements très différents, le scandale de la faim de

terre et de la misère populaire comme le rejet des impérialismes étrangers creusent déjà le sillon des révolutions à venir.

Pour autant, une page nouvelle s'ouvre avec la déflagration de 1917. Prolongement et dépassement de 1789 et 1793, la Révolution russe incarne et projette dans le monde entier l'espoir d'un monde meilleur et un modèle de transformation sociale radicale, de volontarisme politique et de puissance face à l'impérialisme occidental. Mais les bolcheviks vont également confisquer le projet révolutionnaire et concentrer l'ensemble des pouvoirs dans un régime dictatorial d'un genre inédit. En URSS et, à des degrés divers, dans les États communistes, l'ambition de créer un « homme nouveau » et de remodeler une société meilleure s'accompagne d'une répression de masse. L'abîme entre les profonds espoirs et la réalité tragique engloutit nombre de révolutionnaires et conduit anticommunistes de droite, et parfois de gauche, à prétendre que les révolutions ne peuvent qu'ouvrir, toujours et partout, la voie aux goulags.

Mais d'autres opposants au communisme soviétique (trotskistes, anarchistes, libertaires) gardent toujours vivant le rêve d'autres révolutions. Les déchirements des différentes familles révolutionnaires se réclamant du même socle marxiste ont conduit sur tous les continents des révolutions à inventer, parfois à exporter leurs propres modèles, théories et figures de proue : ainsi, en Chine, le maoïsme, l'armée populaire, le communisme à la campagne et l'aura de Mao ; à Cuba, le guévarisme, sa théorie du foyer de guérilla, la figure christique du Che. Les révolutions ottomanes du début du ^{xx}^e siècle posent, quant à elles, la question des liens entre nation, Islam et souveraineté populaire, qui se rejouent dans l'Iran de 1979 et dans le monde arabe du début du ^{xxi}^e siècle.

Cet éclatement, tant idéologique que géographique, tranche donc avec la plus grande cohérence du projet révolutionnaire au ^{xix}^e siècle. À cette opposition font écho les mémoires très différentes de ces deux siècles révolutionnaires : celle du ^{xix}^e siècle est

très positive, bien que se réveillent périodiquement les anathèmes contre la Révolution française, 1793 surtout. Au contraire, la mémoire des révolutions du ^{xx}^e siècle est éminemment polémique et les systèmes politiques autoritaires et répressifs discréditent bien souvent les moments révolutionnaires dont ils sont issus, surtout quand l'ultime séquence révolutionnaire du ^{xx}^e siècle, en 1989, vient renverser le système issu de la révolution bolchevique.

Pour rendre compte de toute la diversité du phénomène révolutionnaire, la succession chronologique des révolutions nationales – des révolutions anglaises aux Printemps arabes – bornées par des dates, est nécessaire. Car l'explosion révolutionnaire est toujours enracinée localement. Il s'agit ainsi de rester attentif à la spécificité des révolutions nationales, de les resituer dans leur contexte sans lequel on ne saurait les comprendre. Mais pour appréhender les phénomènes révolutionnaires, il faut aussi pouvoir les sortir de leur escarcelle temporelle, nationale, « patrimoniale ». Pour ce faire, l'ouvrage s'attache également à mettre en lumière les multiples connexions, croisements, citations et circulations qui, passant les frontières, parfois les océans, relient les aubes et les crépuscules des siècles. Les révolutions sont, en effet, connectées entre elles, dans l'espace, dans le temps : par les hommes, les objets, les lieux ; par les projets dont elles héritent et qu'elles inspirent ; enfin par un faisceau de symboles, d'images, de textes, de gestes et de codes, mobilisés et constamment réinterprétés par les acteurs qui, ainsi, n'ont de cesse de citer les révolutions passées ou contemporaines à mesure qu'ils font la leur.

Dans ses *Thèses d'histoire*, Walter Benjamin écrivait que si les révolutions sont des bonds vers l'avenir, elles sont aussi toujours des « sauts de tigre dans le passé ». Le présent ouvrage livre une histoire des révolutions inscrite dans la longue durée, un « saut dans le passé », pour mieux comprendre quand, comment et pourquoi les peuples se lèvent pour faire l'histoire.

1640
LE XVII^e SIÈCLE
ANGLAIS,
LA RÉVOLUTION
AVANT LA LETTRE

ANGLÈTERRE

Un roi décapité, la seule expérience républicaine que l'Angleterre ait connue, une longue guerre civile et, finalement, l'avènement d'une monarchie libérale : le pays connaît, entre 1640 et 1688, des événements majeurs qui le font entrer dans la modernité politique. Bien qu'isolées chronologiquement du siècle des révolutions qui s'ouvre en Amérique en 1776, les révolutions anglaises ont, par leur portée, permis de penser, de préparer, les révolutions suivantes.

Pourquoi commencer l'histoire des révolutions par les révolutions anglaises ? Longtemps elles ont semblé en dehors de cette histoire. Étaient-elles seulement des révolutions, quand elles ressemblaient davantage à des coups d'État ? Longtemps les théoriciens (libéraux anglais, partisans de l'absolutisme aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, philosophes des Lumières anglophiles, puis marxistes des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles) leur ont dénié un caractère révolutionnaire. À l'ombre de la Révolution française puis, au ^{xx}^e siècle, de la Révolution russe, elles semblaient par trop aristocratiques, modifiant peu l'ordre politique et social. Il a fallu se pencher sur le rôle des classes populaires, sur la place des idées démocratiques pour reconnaître qu'elles méritaient bien le nom de révolution. Elles se retrouvaient alors isolées, près de cent ans avant que s'ouvre, outre-Atlantique, le siècle des révolutions. Pourtant... C'est bien la « *Glorious Revolution* » qui fait entrer le mot qui n'avait jusque-là qu'un sens astronomique dans le registre du politique. Pourtant, la philosophie de Locke qui justifiait la Glorieuse Révolution de 1688 est au cœur de la pensée des révolutionnaires américains. Pourtant, on a pu comparer Cromwell à Danton ou à Robespierre. Pourtant encore, les cours de François Guizot à la Sorbonne sur les révolutions anglaises dans les années 1820 ont permis de penser les Trois Glorieuses de juillet 1830. Les deux révolutions anglaises, différentes l'une de l'autre, ont bien été associées aux suivantes.

Des rébellions aristocratiques ?

Les révolutions anglaises sont d'abord les deux actes d'un conflit qui oppose les noblesses aux rois tentés par une forme d'absolutisme. Dans un premier temps, le Parlement, dominé par la haute noblesse, se confronte à Charles I^{er}. La noblesse défend alors ses droits aristocratiques et parlementaires contre le roi qui tente d'accroître ses prérogatives, notamment celle de lever l'impôt sans le contrôle du corps législatif. La fronde aristocratique sort bientôt de l'enceinte parlementaire, car le Parlement lève sa propre armée, la *New Model Army* (Armée Nouveau Modèle), contre celle du roi en 1642. Sous l'influence de certains de ses officiers, Oliver Cromwell en particulier, cette armée est organisée selon des principes nouveaux : une plus grande efficacité militaire mais, surtout, de nouvelles règles de commandement et d'organisation fondées sur le mérite et la liberté de parole.

Sur le terrain, la guerre civile mobilise surtout la petite noblesse anglaise provinciale, la *gentry*, dont les intérêts diffèrent de ceux de la haute noblesse. Ces hobereaux (dont Cromwell est un parfait représentant), qui se désignent sous le nom d'*Independents* (Indépendants), se dressent contre le roi, mais également contre sa cour, la haute noblesse pensionnée et le haut clergé anglican rendus responsables du déclin économique et politique du pays. La rébellion a également une dimension religieuse. Les *Independents* sont pour la plupart des puritains, attachés aux tendances les plus intransigeantes du calvinisme. Ils critiquent l'évolution de l'Église anglicane sous la direction de son épiscopat, notamment sous l'impulsion de l'évêque de Cantorbéry, William Laud. Amoureux des beaux rituels, soucieux de la hiérarchie ecclésiale, Laud tend à renforcer dans l'anglicanisme les tendances empruntées au catholicisme, ce que refusent les puritains attachés à un culte sans appareil et à une morale très stricte.

Après deux années de guerre civile (1648-1649), le roi est déchu. Le Parlement sort également très affaibli du conflit : son pouvoir est largement concurrencé par la *New Model Army* qui s'est politisée pendant le conflit et qui porte, entre autres revendications, celles de la *gentry*. Le pouvoir qu'a pris cette armée assure à Cromwell, qui a le soutien de la troupe, une position centrale dans la révolution.

Ainsi l'armée impose-t-elle en 1649 une épuration du Parlement qui est contraint de juger le roi. Charles I^{er}, jugé au nom du peuple, est condamné à mort et décapité le 30 janvier 1649. Une Constitution instaure un régime appelé Commonwealth. L'absence constitutionnelle de monarque fait de ce régime une république mais, en pratique, Cromwell tient les rênes du pouvoir et ne laisse aucune prérogative au Parlement qu'il vide de tous ses opposants. Il mène surtout une politique décentralisatrice qui reçoit l'appui de la *gentry*. Cette révolution est aussi nettement anti-anglicane : Laud est exécuté dès 1645, le presbytérianisme (assez proche du puritanisme) est reconnu comme Église officielle en Écosse, l'épiscopat est supprimé en Angleterre, et Cromwell mène en Irlande une répression effroyable contre les catholiques. La tolérance religieuse s'applique désormais aux sectes protestantes et aux juifs. Cromwell impose une politique puritaine, fermant théâtres, cabarets, et maisons de prostitution. Il satisfait la bourgeoisie en accordant la liberté d'entreprendre et en reconnaissant le droit de propriété, tandis qu'une politique étrangère ambitieuse ouvre de vastes perspectives commerciales. Le régime ne survit pas à la mort de Cromwell en 1658 et s'enlise dans une querelle d'ambitieux successeurs. Bientôt, la seule solution pour rétablir l'ordre est le retour des Stuart. La fin du Commonwealth entraîne dans sa chute les rêves de conservatisme féodal qu'avait pu caresser la petite noblesse.

Les Stuart sont donc restaurés en 1660 avec Charles II puis Jacques II. Leurs nouvelles tentatives de renforcement

monarchique rouvrent le conflit avec une partie de la haute noblesse. Ceux que désormais on désigne sous le nom de *Whigs* défendent les prérogatives du Parlement contre une partie des nobles, les *Tories*, prêts à reconnaître les prérogatives royales. À nouveau, le conflit entre le Parlement et le roi a des aspects religieux : Jacques II s'est converti au catholicisme et mène de plus en plus clairement une politique de tolérance à l'égard de ses coreligionnaires. La naissance d'un héritier baptisé dans la foi romaine laisse craindre à l'aristocratie anglicane que l'Angleterre ne revienne dans le giron du pape. Cette perspective apparaît comme inacceptable, même pour les *Tories* qui rejoignent les *Whigs* dans leur désir de faire chuter les Stuart.

Cette fois, les nobles choisissent une autre voie que celle des années 1640 pour faire tomber le monarque : en 1688, ils font appel à Guillaume d'Orange, souverain des Provinces-Unies, beau-frère de Jacques II et surtout protestant convaincu, pour qu'il défende leurs libertés et leur foi. Il débarque sur les côtes anglaises derrière une bannière « *pro libero parlamento, pro libero religione* » (« Pour le Parlement libre et pour une religion libre »), forçant Jacques II à la fuite. Un « Parlement-Convention » se réunit, rassemblant la noblesse. Les *Whigs* en profitent pour imposer le *Bill of Rights* (Déclaration des droits) qui, en plus d'écarter définitivement les catholiques du trône anglais, renforce considérablement les droits du Parlement. Le Parlement doit être réuni régulièrement et renouvelé, il vote la loi, décide de lever l'impôt et peut seul décider de l'organisation d'une armée permanente. Qui plus est, le *Bill of Rights* reconnaît des libertés politiques (comme le droit de pétition) avant que la liberté de la presse ne soit accordée. Ces droits satisfont essentiellement les intérêts de la noblesse, seule appelée à élire le Parlement et à y siéger. En 1688, la prise de pouvoir de Guillaume d'Orange est immédiatement dénommée « *Revolution* » par les *Whigs*. Mais il s'agit alors d'insister sur le retour de la royauté, et si

« révolution » fait alors son entrée dans le langage politique, cela reste lié à son sens premier, astronomique, de retour de l'astre à son point de départ.

Les premières révolutions modernes ?

Ces deux révolutions ont opéré un changement politique majeur, qui a écarté non seulement les tentatives absolutistes de la dynastie anglaise mais également les tentations de conservatisme féodal. La monarchie qui naît en 1689 est la première monarchie libérale moderne, ce qu'applaudissent les Lumières et ce qui finit par conférer au mot « révolution » son sens moderne de rupture. Elles permettent au philosophe anglais John Locke, dans ses deux *Traité sur le gouvernement* (1690) d'établir que les hommes, dotés de droits naturels que sont la vie, la liberté et la propriété, contractent entre eux pour former un corps politique et se donnent un gouvernement dont la finalité est de conserver ces droits naturels et avec lequel le peuple a une relation de confiance, « *trust* » sous sa plume. En cas de dissolution, le peuple peut exercer son pouvoir constituant et se donner un nouveau gouvernement, exerçant de la sorte un légitime « droit de résistance », qualifié aussi d'« appel au ciel ». Le livre traverse l'Atlantique, et alimente la pensée des révolutionnaires américains. La Déclaration d'indépendance de 1776 est lockienne.

Révolutionnaires par leur résultat, les révolutions anglaises semblent pourtant plus tenir de la guerre civile ou du coup d'État dans leur déroulement. C'est ainsi qu'elles ont été présentées tout au long du XVIII^e siècle, que ce soit par ceux qui les condamnaient ou ceux qui se félicitaient du nouveau régime. Pour les opposants, « jacobites » fidèles aux Stuart et tous les autres défenseurs de l'absolutisme, les révolutions anglaises n'étaient toutes deux que d'inacceptables coups d'État fomentés par d'affreux usurpateurs,

qu'il s'agisse de Cromwell ou de Guillaume, confondus dans l'anathème. Contre cette image négative particulièrement présente dans la France de Louis XIV, les *Whigs* anglais ont défendu l'idée d'un changement légal de monarque, justifié par les abus de Jacques II et légalisé par ce qu'ils interprétaient comme son abdication. Au XVIII^e siècle, les Lumières, derrière Voltaire et Montesquieu, se font anglophiles et défendent le modèle anglais de monarchie tempérée. Mais cela ne les conduit pas à voir dans les événements de 1688 une « révolution ». Elle ne serait que l'épisode final et triomphant du long accouchement des libertés anglaises, propre au « génie » du peuple anglais, qui aurait permis la Glorieuse « Restitution » (soit la révolution au sens astronomique) de l'ordre politique menacé par les tentatives absolutistes des derniers Stuart. Au XIX^e siècle, il était difficile de concevoir les événements anglais comme des révolutions, tant on pensait à l'ombre de la Révolution française. Au mieux, l'historiographie libérale voyait en 1688 l'exemple d'une bonne révolution, consensuelle, raisonnable, sans violence (on l'appelait la *Bloodless Revolution*, oubliant le massacre des Irlandais qui suivit), exemple achevé de la modération anglaise et moment donc constitutif de l'exception britannique dans l'histoire politique européenne. Voilà qui ne servait qu'à déconsidérer l'événement dans les historiographies favorables à la Révolution française. L'historiographie marxiste continua au XX^e siècle à rejeter 1649 et plus encore 1688 du côté des coups d'État.

Il fallut donc attendre que l'on reprenne les sources : on y retrouva d'abord le peuple, puis des aspirations révolutionnaires. Dans la *New Model Army*, si la *gentry* formait le commandement, la troupe venait du peuple. Or à partir de 1647, l'armée se politise, se dotant de conseils élus de soldats et d'officiers. Des partis se dessinent, se donnent des porte-parole. Une aile radicale bientôt se dégage, qui défend des revendications très audacieuses pour l'époque : ceux qu'on appelait les Niveleurs réclamaient

le suffrage universel, la suprématie du Parlement. On peut citer Richard Overton dans un pamphlet alors retentissant, *An Arrow Against all Tyrants and Tyranny* (1646), ou *Agreement of the People* (1647) de John Wildman. Ces *Levellers* (Niveleurs), comme les désignaient avec mépris leurs opposants, surent se faire entendre dans les débats constitutionnels qui suivirent la chute de la monarchie mais ils heurtaient le conservatisme de Cromwell qui les fit emprisonner d'autant plus facilement que des mutineries éclataient au sein de l'armée pour soutenir les idées égalitaristes. Leurs idées n'en furent pas moins reprises par les philosophes libéraux des Lumières, et influencèrent les rédacteurs de la Constitution américaine. L'importance et le succès des idées démocratiques au sein de la première révolution anglaise montrent qu'elle ne saurait être considérée comme seulement nobiliaire et archaïque.

En 1688, un vaste mouvement populaire accompagna également le changement dynastique et sut faire pression – bien moins toutefois que n'avait pu le faire l'armée lors de la première révolution – sur le Parlement pour accélérer la rédaction du *Bill of Rights*. Le renversement de l'ordre ancien, l'avènement d'un ordre politique radicalement nouveau n'ont pas été faits pour le peuple mais n'auraient pu se faire sans lui.

Le long ^{xix}^e siècle des révolutions modernes s'ouvre donc cent ans avant en Angleterre, premier siècle des libertés conquises et des limites apportées par la force du peuple au pouvoir royal, mais aussi des révolutions récupérées par les élites. Paradoxe de l'histoire, terre des premières révolutions, l'Angleterre restera à l'écart de toutes les autres, s'engageant dans une voie réformatrice qui caractérise son évolution politique à partir de la fin du ^{xvii}^e siècle.

1776

UN VENT DE LIBERTÉ SE LÈVE EN AMÉRIQUE

ÉTATS-UNIS

La guerre d'indépendance américaine qui donne naissance aux États-Unis d'Amérique fait souffler un vent de liberté sur le monde atlantique. Le foyer révolutionnaire nord-américain, avec ses expériences, ses textes, ses débats, ses réussites comme ses échecs, agit dans toute l'Europe par la force de l'exemple et ouvre un temps de révolutions.

Le 4 juillet 1776, les Treize Colonies britanniques d'Amérique du Nord lancent à la tête de la monarchie anglaise une liste de griefs contre le roi pour justifier qu'elles déclarent leur indépendance. Dans le même mouvement, elles affirment à la face du monde que les peuples ont le droit de résister à l'oppression et de changer de gouvernement. La Révolution américaine a commencé. Elle sera nationale et donnera naissance à une nation moderne, elle sera politique et construira la première république fédérale du monde moderne, mais elle ne sera pas sociale. Dans les opinions publiques européennes en formation, la nouvelle fascine. Autant les philosophes des Lumières s'étaient plus intéressés au modèle monarchique britannique qu'à la révolution dont il était issu, autant c'est bien la Révolution américaine, comme processus, comme événement, qui s'offre en exemple. Ainsi, en France, la Déclaration d'indépendance américaine fait-elle immédiatement l'objet de nombreuses traductions. En 1789, les Flandres, alors intégrées aux Pays-Bas autrichiens, reprennent le texte américain quasi à l'identique pour déclarer leur propre indépendance. La Révolution américaine doit donc être étudiée vue d'Amérique, pour en comprendre les réalisations et les limites, mais également être resituée dans le monde atlantique pour mesurer la nouveauté de son expansion idéologique.

Une révolution sans origines ?

Au milieu du XVIII^e siècle, la tutelle britannique sur les colonies d'Amérique du Nord n'est pas vécue comme une oppression.

La dépendance économique vis-à-vis de la métropole entrave certes la liberté de commercer et d'entreprendre – les colonies sont alors considérées par la Couronne comme des espaces de production de matières premières et de consommation de produits manufacturés en Angleterre – mais elle ne bride pas l'économie coloniale qui prospère depuis le ^{xvii}^e siècle, comme en témoigne la richesse des planteurs ou des marchands coloniaux. Les « Américains » jouissent d'une réelle liberté politique qui autorise, dans chaque colonie, une vie politique active et une liberté de culte. Si des tensions agitent les colonies et témoignent de potentialités, sinon révolutionnaires, du moins insurrectionnelles, elles sont internes à la société coloniale et ne visent pas la métropole.

La société américaine est en effet très inégale. Les esclaves noirs, de plus en plus nombreux, représentent 1/5^e de la population coloniale. Une masse de Blancs pauvres ne profite pas de la vitalité de l'économie : fermiers croulant sous les baux et les dettes, émigrés européens qui, en échange du prix de la traversée, se trouvent maintenus pendant des années dans des conditions de vie misérables par des contrats de travail iniques. Les terres indiennes ont été spoliées et les relations sont très tendues aux frontières. Ces inégalités nourrissent une agitation croissante sur le siècle : révoltes serviles, attaques indiennes et émeutes urbaines ou rurales de Blancs pauvres se multiplient sans jamais s'allier pourtant, et ce plus encore dans la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle.

Si la Révolution américaine avait été sociale, elle aurait puisé ses racines dans cette agitation alors dirigée contre les élites coloniales qui prennent la terre des Indiens, la liberté des Noirs et concentrent les richesses. C'est au contraire une modification en profondeur de la politique britannique qui conduit à la révolution.

Les ferments de la révolution américaine

Après la guerre de Sept Ans (1756-1763) qui l'opposait à la France, l'Angleterre se retrouve dans une situation budgétaire particulièrement difficile et décide de faire participer les Américains, qui ont largement profité de la guerre, notamment par des gains territoriaux, au règlement du déficit. De nouveaux impôts frappent les colonies en 1764-1765 : taxes sur le café, la soie, le vin et droit de timbre sur tous les écrits publics, jusqu'aux cartes à jouer. La riposte est immédiate : réunion des délégués de plusieurs colonies au sein d'un Congrès continental dans le but de rédiger une adresse, campagne de boycott des produits britanniques, mais aussi actions violentes contre des représentants de la Couronne. Cette rébellion fiscale permet au demeurant de détourner une partie de la colère populaire, jadis dirigée contre les élites coloniales, contre la métropole. L'argument qu'opposent les colonies, « *No Taxation without representation* » (soit le refus de taxes non consenties faute de représentation politique au Parlement britannique) repose sur le *Bill of Rights* : les colons se définissent bien alors comme des sujets britanniques et ne font qu'en revendiquer les droits.

La suppression des taxes par l'Angleterre ne calme qu'un temps la rébellion qui reprend de plus belle à partir de 1767, quand de nouveaux droits à l'importation frappent les colonies (*Townshend Acts*), puis en 1773 (*Tea Act*). Les accrochages entre le peuple et les soldats britanniques sont de plus en plus violents : à Boston, en mars 1770, l'armée tire sur une foule désarmée et fait sept morts. Après la *Boston Tea Party* (décembre 1773), la présence militaire s'accroît et les heurts se multiplient. De la situation insurrectionnelle on passe à une forme de guérilla (bataille de Lexington, avril 1775), puis à la guerre déclarée. En juin 1775, George Washington est nommé à la tête de l'armée continentale. Ce riche planteur, délégué de Virginie au premier

congrès continental, était particulièrement populaire depuis la guerre de Sept Ans où il avait su s'illustrer par quelques faits d'armes.

L'enchaînement des mesures anglaises pousse les colons à tirer les leçons politiques d'une action qui n'était au départ que défensive et ponctuelle : les colonies s'unissent, organisent plusieurs congrès continentaux. L'autonomie politique est de plus en plus revendiquée et c'est progressivement, au nom des droits naturels de l'homme et non plus de ceux des sujets britanniques, que les colons protestent, réclamant d'abord des réparations. En janvier 1776 paraît *Common Sense*, d'un anglais émigré dans les colonies, Thomas Paine. Il y dénonce le système colonial, et appelle à l'indépendance. Plus encore, il rejette comme illégitime la monarchie de droit divin. Paine, qui soutient ouvertement les insurgés, propose une Constitution républicaine pour la nouvelle nation souveraine. *Common Sense* connaît un succès fulgurant. Certes, les livres ne font pas les révolutions, mais le *Sens Commun* de Paine comme, peu après en France, *Qu'est-ce que le tiers état ?* de l'abbé Sieyès, a préparé les esprits à accepter la rupture. Ces pages amorcent dans l'opinion publique le mouvement qui finit par pousser le Congrès à rédiger la Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776.

La révolution, nationale et politique

L'indépendance est donc proclamée et la guerre entamée est difficilement gagnée.

On pourra évoquer le rôle du marquis de La Fayette, jeune noble de dix-neuf ans gagné aux idées libérales, qui quitte sa France natale pour se mettre au service de l'armée de Washington. En plus de son rôle militaire notable dans la victoire sur les Britanniques, il sait rendre populaire dans l'opinion française le combat des patriotes américains, et influe sur la décision

du roi de France de s'engager à leurs côtés en 1778. En remerciement de ses services rendus, il est fait citoyen d'honneur par le Congrès américain en 1781. En 1789, auréolé de son expérience américaine, il fait partie des nobles libéraux qui conduisent la Révolution française, et notamment rédige avec Jefferson, l'un des Pères fondateurs de la Révolution américaine, un projet de déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, pour partie repris dans le texte du 26 août 1789.

Au terme d'un conflit difficile les patriotes américains l'emportent et en 1783, les États-Unis d'Amérique sont reconnus libres, indépendants et souverains. On aurait pu en rester là ; une indépendance, si importante soit-elle, n'est pas nécessairement une révolution.

Dans la propagande de l'époque puis dans la mémoire américaine, la guerre d'Indépendance est pourtant présentée comme le type même de la guerre révolutionnaire, de celles qui dressent le peuple tout entier contre l'opresseur. C'est passer sous silence le nombre important d'Américains restés fidèles à la Couronne, ainsi que les levées d'hommes obligatoires, le recours par les élites au paiement d'un remplaçant, le nombre des désertions, des mutineries. Il n'en reste pas moins qu'au final la guerre a mobilisé activement presque toutes les couches de la population. L'expérience militaire et la propagande ont donné naissance à une rhétorique patriotique ainsi qu'à une conscience nationale. La participation active aux combats de nombreux Américains qui étaient auparavant exclus du champ politique fait de la guerre un événement démocratique en soi.

Il est difficile de ne pas constater combien guerres et révolutions sont liées. Les Révolutions anglaises, américaines sont des épisodes guerriers ; la Révolution française entre en guerre à partir de 1792. Les indépendances ibéro-américaines sont des guerres de libération. La Commune de Paris, la guerre d'Espagne, la longue Révolution chinoise, la Révolution cubaine

sont des guerres civiles. Rares sont les révolutions qui n'ont pas connu leurs guerres révolutionnaires, guerres civiles le plus souvent, mais parfois aussi au-delà des frontières. Voilà qui place bien souvent les révolutions à l'ombre des généraux : Cromwell, Washington, Bonaparte, Bolívar, Castro ont été des chefs de guerre avant de se retrouver à la tête des pouvoirs issus des révolutions. Seule la Convention montagnarde est parvenue à tenir à distance le pouvoir militaire, contrôlant un temps les officiers et défendant un pouvoir civil. Si les guerres révolutionnaires ont produit des dirigeants, parfois des dictateurs, elles ont aussi soudé des peuples autour de la figure du soldat-citoyen. Bien souvent, l'enrôlement dans les armées révolutionnaires est la première implication des classes populaires dans la vie politique nationale. C'est de fait bien le rôle qu'a joué la guerre d'indépendance dans la révolution américaine.

Pourtant, comme le notait en 1783 l'un des signataires de la déclaration d'indépendance : « la guerre américaine est terminée, mais ce n'est pas le cas de la révolution américaine. Au contraire, le premier acte seulement de ce grand drame a été joué. »

L'indépendance crée un vide politique qu'il faut combler pour remplacer les chartes coloniales et donner une existence à l'Union. L'ampleur du travail constitutionnel ouvre le champ à tous les possibles, à toutes les confrontations, et finit par dégager, au niveau des différents États, quelques caractères communs caractéristiques de la pensée libérale. Partout, des constitutions écrites, précédées de déclarations des droits naturels de l'homme et du citoyen, affirment la souveraineté du peuple, instaurent le gouvernement représentatif, la séparation des pouvoirs et proclament les libertés politiques et individuelles. Dans un premier temps, les Américains, soucieux de l'autonomie locale héritée de l'expérience coloniale, ne cherchent pas à renforcer l'Union. Mais les conflits concernant le commerce ou la navigation sur les

fleuves opposent bientôt les États sans solution d'arbitrage, tandis que des émeutes inquiètent les élites soucieuses d'un État fort en vue de maintenir l'ordre. En 1787, la convention de Philadelphie se charge de rédiger une constitution et donne naissance à un État fédéral fort et républicain, qui reconnaît bientôt les libertés fondamentales dans un *Bill of Rights*.

La révolution sociale n'aura pas lieu

De la crise prérévolutionnaire à la rédaction constitutionnelle en passant par la guerre d'Indépendance, la révolution est sociale dans ses revendications. Pendant le conflit, les agitations populaires réclament un blocage des prix ; les soldats (qui ne touchaient pas leur solde, avaient faim, étaient malades) se mutinent. La jeune nation souveraine connaît de nombreuses émeutes, urbaines ou rurales ; de retour dans leur ferme, les soldats démobilisés refusent de payer les loyers, réclament l'annulation de leurs dettes, l'accès à la terre, une meilleure répartition des richesses. Organisés en milices, certains attaquent les tribunaux, brûlent les archives pour faire disparaître les traces de dettes : « La richesse des États-Unis a été sauvée par tous de la confiscation britannique, et doit être également partagée entre tous » disent ainsi les « régulateurs » révoltés dans le Massachusetts. Ils seront pendus. Il est vrai que le bilan social de la révolution reste faible. Certes, la noblesse est supprimée mais elle était surtout symbolique dans les colonies. Certes, une partie des terres des loyalistes, restés fidèles à la Couronne, est découpée en petits lopins et vendue, permettant l'accès à la propriété de quelques fermiers qui troquent cependant le poids des loyers contre celui des dettes, mais la majorité de ces terres est récupérée par les élites révolutionnaires.

La révolution ne comble pas la fracture entre les riches et les pauvres, pas plus qu'elle n'ouvre les portes du pouvoir à une

nouvelle classe sociale. En dépit de l'affirmation de la souveraineté populaire, les suffrages restent censitaires et ne votent que ceux qui participaient déjà à la vie politique coloniale. Enfin, et surtout, l'esclavage est maintenu. Les États du Nord, qui n'y avaient guère recours, l'abolissent progressivement mais il se renforce dans le Sud. Tout au plus, la révolution permet que se crée un espace d'expression pour les revendications abolitionnistes. Quant aux Indiens... le Congrès lance, au milieu des années 1780, la spoliation des terres indiennes à l'ouest de la frontière.

Il faut garder à l'esprit qui sont ceux qui ont fait la révolution américaine : les Pères fondateurs, Washington, Jefferson, Adams, venaient tous de familles blanches, protestantes, riches. Conservateurs, ils étaient attachés à l'ordre social, au libéralisme économique, craignaient les classes populaires suspectes d'être semeuses de désordre. Le processus de révolution nationale vient contenir les aspirations sociales en créant du consensus entre les classes autour de la défense de la patrie. L'abolition de l'esclavage est sacrifiée sur l'autel de l'Union : les élites du Nord, souvent abolitionnistes, étaient prêtes à fermer les yeux sur les économies esclavagistes du Sud pour permettre la naissance de l'État fédéral et donc également d'un marché national. Enfin, les élites révolutionnaires ont su acheter la paix sociale en vendant une partie de la terre à la couche supérieure des fermiers, en promettant de nouvelles terres par la conquête des territoires indiens, en satisfaisant les ouvriers des villes par une politique protectionniste et la promesse de vendre dans un vaste marché intérieur, en créant finalement une classe moyenne intéressée à la défense du régime. En 1839 pourtant, une nouvelle révolte de fermiers de l'Hudson se déclare « prête à reprendre la révolution là où nos pères l'avaient arrêtée pour la mener jusqu'à la complète libération et indépendance du peuple ».

Cette impression d'inachevé explique que, souvent, les historiens américains font courir la révolution après 1787. Nombreux

considèrent qu'il faut attendre la démocratisation des années 1830, sous la présidence d'Andrew Jackson, et l'établissement général du suffrage universel pour que la révolution s'achève ; d'autres même voient seulement dans la guerre de Sécession (1861-1865) et l'abolition de l'esclavage (1865) la fin véritable de la révolution américaine.

Un vent de liberté qui souffle d'Amérique ?

La révolution américaine a eu un écho considérable dans les milieux éclairés libéraux en Europe. Elle a joué un rôle dans l'agitation des consciences et a légué au monde un ensemble de textes et d'expériences pour les mouvements révolutionnaires et indépendantistes. Ainsi de la Déclaration d'indépendance qui, s'appuyant sur la pensée de Locke, légitimait le renversement d'un pouvoir accusé de rompre le contrat le liant au peuple, autrement dit légitimait la révolution. Ainsi également de l'affirmation des droits naturels de l'homme, de la proclamation de la souveraineté populaire. Dans les années quatre-vingt du XVIII^e siècle, les mouvements révolutionnaires conduits par les élites libérales contre les régimes et les sociétés d'Ancien Régime ont puisé dans le répertoire américain, en ont repris le vocabulaire et s'en sont même parfois réclamés : que ce soient les patriotes irlandais, dans une situation coloniale vis-à-vis de la Couronne britannique assez proche de celle des Américains, les patriotes bataves, qui parvinrent un temps à renverser la maison d'Orange-Nassau dans les Provinces-Unies, une partie des révolutionnaires belges contre la domination autrichienne, et même les députés français de 1789.

En 1955, un historien français (J. Godechot) et un américain (R. Palmer) formulent le concept de *révolution atlantique*. La Révolution américaine serait matricielle d'un vaste mouvement de révolutions européennes, incluant la Révolution française.